ministre voudrait-il nous confirmer si telle est son opinion et, si oui, n'a-t-il pas préjugé à la fois du rapport Berger et du rapport de l'Office national de l'énergie, ce qu'il a critiqué chez les autres députés?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, de nombreux Canadiens ont observé, je crois, que les volumes liminaux depuis le delta du Mackenzie ne sont pas suffisants actuellement pour justifier la construction d'un pipe-line entièrement canadien. De fait, j'ai eu des entretiens avec divers représentants de l'industrie, y compris les tenants de la ligne Maple Leaf ou Foothill en direction sud depuis le Mackenzie qui prétendent ne pas avoir pris connaissance de ces volumes liminaux. Je ne veux pas aller jusqu'à dire qu'ils ont entièrement abandonné cette proposition particulière. C'est à eux d'en aviser l'Office national de l'énergie, mais j'ai constaté qu'ils appuyaient davantage l'autre proposition qu'ils ont faite à l'Office, c'est-à-dire la proposition Alcan.

L'ÉNERGIE SOLAIRE—LE MANQUE APPARENT D'INITIATIVES GOUVERNEMENTALES

M. Doug Neil (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et a trait au fait que le gouvernement n'a pas formulé de politique globale de l'énergie. Je veux parler plus particulièrement d'un rapport publié la semaine dernière et commandité par le ministère des Approvisionnements et Services qui affirme que le gouvernement ne s'est pas déclaré nettement et sans équivoque en faveur de l'énergie solaire. Je me demande si le ministre dira à la Chambre s'il approuve cette recommandation du rapport préconisant des initiatives sensiblement accrues en vue d'exploiter l'énergie solaire et si tel est le cas, quelles mesures positives le ministre se propose de prendre sous peu.

● (1430)

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas vu le rapport mentionné par le député, mais je suis en désaccord avec ce dernier quand il prétend que nous n'avons pas de politique énergétique détaillée et complète. Je lui en ferai parvenir un exemplaire, peut-être le lira-t-il et nous fera-t-il bénéficier de ses conclusions. Pour ce qui est de l'énergie solaire et de son importance au Canada, je reconnais que c'est une source d'énergie considérable. Nous versons des fonds substantiels à des projets de démonstration partout au pays. Nous avons sensiblement augmenté nos subventions aux projets de recherches, de développement et de démonstration touchant l'énergie solaire au Canada.

M. Neil: Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. S'il existe une politique détaillée et complète de l'énergie, je suis persuadé que les députés de ce côté-ci de la Chambre aimeraient la connaître. La semaine dernière, le ministre a déclaré à la Chambre que la politique énergétique américaine n'était qu'une copie de la sienne. Je pourrais ajouter que l'adoption d'une politique qui n'existe pas vraiment nous donne la mesure de l'efficacité du gouvernement Carter. Quant aux programmes des bâtiments publics fédéraux américains où l'on prévoit clairement d'utiliser l'énergie solaire pour chauffer les immeubles publics, je me demande si le ministre recomman-

dera une politique semblable pour les édifices du gouvernement, et, dans la négative, pour quelles raisons?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, nous sommes actuellement en train d'étudier deux propositions particulières qui s'appliqueraient en partie aux immeubles du gouvernement fédéral.

LA SUSPENSION POSSIBLE DES NÉGOCIATIONS RELATIVES À LA VENTE DE RÉACTEURS NUCLÉAIRES EN RAISON DE LA DÉCISION PRISE À LA CONFÉRENCE AU SOMMET

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant et concerne les mesures envisagées par le gouvernement à la suite des décisions et conclusions de la conférence économique au sommet de Londres qui s'est tenue au cours du week-end dernier. Le Canada a participé et a souscrit évidemment de tout cœur à la décision d'entreprendre une «étude urgente» de deux mois visant à déterminer quelle serait la meilleure façon d'empêcher la prolifération des armes nucléaires et des matières servant à les fabriquer, et portant enfin sur toute la question des réacteurs nucléaires dans le monde. À la suite de cette décision, le gouvernement a-t-il communiqué une directive à tous ses ministères et à tous ses organismes leur ordonnant de rompre ou de cesser toute négociation ou transaction portant sur les matières fissiles, les réacteurs nucléaires ou le matériel du même genre, et, dans la négative, pourquoi pas?

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le député doit comprendre que la conférence au sommet qui s'est tenue à Downing Street ne portait pas seulement sur les risques de la prolifération nucléaire et sur l'engagement à étudier d'urgence la question des garanties, mais qu'elle soulignait également la nécessité d'utiliser l'énergie nucléaire pour répondre aux besoins en énergie du monde. Telles furent les deux issues principales de la réunion de Londres. Quant à la question précise du député, la réponse est non.

* * *

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

L'INTERDICTION POSSIBLE DES VERSEMENTS DE COMMISSIONS SECRÈTES OU D'HONORAIRES D'AGENTS À LA SUITE DE LA DÉCISION PRISE À LA CONFÉRENCE AU SOMMET

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je dois dire qu'il semble curieux que notre politique aille à l'encontre des résultats éventuels de cette étude, surtout si elle est terminée d'ici deux mois. Ma deuxième question porte sur le communiqué de presse émis à la suite de la conférence au sommet et selon lequel les membres de la conférence ont adopté une solution de compromis en décidant d'interdire les pratiques commerciales irrégulières et le comportement illégal dans le commerce international. Je me demande si le gouvernement a fait quelque chose à ce sujet. Notamment, a-t-il interdit aux organismes gouvernementaux ou à ses ministères de verser des commissions, des commissions secrètes ou des honoraires d'agences à un compte bancaire numéroté en Suisse pour donner suite à l'interdiction en question?